Violences urbaines, Maroc 1956

Urban violence in Morocco in 1956

Jean-Marc Largeaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3306>

DOI : 10.4000/abpo.3306

ISBN : 978-2-7535-5185-5

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 28 juillet 2016

Pagination : 107-129

ISBN : 978-2-7535-5183-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-Marc Largeaud, « Violences urbaines, Maroc 1956 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 123-2 | 2016, mis en ligne le 28 juillet 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3306> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.3306>

Violences urbaines, Maroc 1956

Jean-Marc LARGEAUD

Maître de conférences en histoire contemporaine,
Université François-Rabelais, Tours

Des événements dramatiques peuvent disparaître de l'histoire ou n'y trouver qu'une place infime sous forme de trace difficilement compréhensible. Et certains phénomènes de foule, parce qu'il n'existe pas d'images de cortège, et parce que la charge traumatique est très forte relèvent aussi, parfois, de l'euphémisation. Le traumatisme ne constitue pas une garantie de la permanence du souvenir. Pourtant l'emploi de l'expression « événements de... » devrait retenir l'attention des historiens dès qu'elle est assignée à des faits graves survenus dans les années 1950. Nous évoquerons donc dans les pages qui suivent les « événements de Meknès » d'octobre 1956. Ils n'ont pas encore été vraiment étudiés et font partie des faits fugitivement mentionnés dans les histoires générales.

Ils s'inscrivent dans la série de réactions qui, au Maroc, font suite à l'arraisonnement par l'armée française¹ de l'avion marocain qui transportait les chefs du FLN algérien le 21 octobre 1956. Cet enlèvement est une date majeure de la guerre d'Algérie. Et dans le royaume du Maroc, indépendant depuis le 2 mars 1956, il est considéré comme un affront. Car au nom de la solidarité maghrébine, les leaders algériens² étaient alors les hôtes du roi du Maroc. Il « surchauffe l'opinion nationaliste » marocaine³. De nombreuses manifestations sont organisées dans tout le royaume dont l'hospitalité était ainsi mise en cause : dans les grandes villes, bastions du nationalisme marocain, aussi dans les petites villes,

1. Guy Mollet, Président du Conseil, dira aux représentants du Maroc que le geste du gouvernement marocain, accueillant officiellement et faisant voyager comme invités d'honneur les chefs du FLN, avait été jugé, « profondément inamical ». Le gouvernement marocain a alors rappelé son ambassadeur. Alain Savary, secrétaire d'État aux Affaires marocaines et tunisiennes, estimant que les conditions de la capture ruinaient la politique qu'il menait avec la Tunisie et le Maroc a donné sa démission le 25 octobre.

2. Par convention, nous utilisons les termes « Algériens » ou « Algérien » pour désigner ceux qu'on appelait les « Français Musulmans d'Algérie », citoyens Français depuis 1944.

3. VERMEREN, Pierre, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, Paris, La Découverte, 2006, p. 20. Des manifestations violentes se déroulent aussi en Tunisie.

et même dans les campagnes⁴. À cette occasion, comme en août 1955, la solidarité maghrébine joue. Des organisations algériennes du Maroc participent aux manifestations de protestation. Car le Maroc est un des « fronts » de la guerre d'Algérie⁵.

Le Sultan Mohammed V est certes alors le héros de l'indépendance⁶, mais il est obligé de composer avec le principal parti nationaliste, l'Istiqlal. Organisation en plein développement, très puissante⁷, l'Istiqlal est soutenue par le syndicat le plus important, l'Union marocaine du Travail (UMT). Et le bras armé du parti, l'Armée de libération Marocaine (ALM), a pour objectif de chasser l'armée française non seulement du Maroc, mais aussi du Maghreb⁸.

En outre, l'Etat marocain est en cours d'installation, et la période de passation des pouvoirs consécutive aux accords franco-marocains du 2 mars 1956 est en train de s'achever, non sans difficultés. Les représentants de la France sont en train de replier une grande partie de ce qui fut l'armature du Protectorat, archives comprises. Ce repli ne se fait pas dans les meilleures conditions, puisque des Français sont régulièrement attaqués sur l'ensemble du territoire. Mais la position du gouvernement et de l'armée française – qui maintient 80 000 hommes au Maroc – est de conserver l'essentiel : préserver les intérêts français sur place, aider le Maroc à constituer une armée d'un pays allié de la France⁹, contrôler au mieux la frontière avec l'Algérie.

L'arrestation des chefs du FLN constitue un test pour les relations franco-marocaines et pour le dispositif militaire français du Maroc. Nous avons limité l'étude au cas de la ville de Meknès, même s'il serait intéressant d'étudier de plus près l'ensemble des manifestations de protestation du 23 octobre 1956, et de comparer ces cortèges – et leur organisation – avec ceux des années précédentes, notamment lors du retour du Sultan en 1955.

Le contexte local ne peut être qu'esquissé. Meknès, une des grandes villes du pays, n'a pas été aussi bien étudiée que d'autres cités marocaines pour la période du Protectorat¹⁰. Son importance est pourtant singulière

4. Remarquons à ce propos que les protestations sont des plus modestes dans les régions où les forces algériennes sont les mieux implantées : Oujda, Agadir, Moyen-Atlas, pour éviter de donner à l'armée française une occasion d'intervenir.

5. Et la présence de maquis nationalistes (algériens et marocains) ajoute à la complexité de la situation politique marocaine. Voir la synthèse de RIVET, Daniel, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Paris, Hachette, 2002, p. 375-419.

6. Pour la fin du Protectorat et le rôle des différents acteurs : RIVET, Daniel, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V*, Paris, Denoël, 1999, p. 380-421.

7. Probablement près d'un million d'adhérents dans l'ensemble du Maroc en 1956.

8. Les enjeux et objectifs du Sultan et de ses partenaires-adversaires sont clairement expliqués dans VERMEREN, Pierre, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, op. cit. p. 19-24.

9. Voir sur les problèmes posés par la création des Forces Armées Royales (FAR) et la coopération avec la France : RIVET, Daniel, « Retour sur la décolonisation de la Tunisie et du Maroc », *Enseigner la guerre d'Algérie et le Maghreb contemporain*, Actes de la Desco, université d'été 2001, Paris, Ministère de l'éducation nationale, 2001, p. 6-10.

10. Lacune que nous nous proposons de combler. La ville nouvelle est inaugurée officiellement par Lyautey en 1921. Si son développement spatial, conçu au départ par l'archi-

dans le Maroc français pour plusieurs raisons. C'est d'abord une ville de garnison, l'une des plus importantes de l'Empire colonial et la base arrière de la conquête du Maroc¹¹. Elle est ensuite la capitale d'une riche « zone de colonisation » mise en valeur par des colons résidant en ville. Ces colons ont créé de grandes exploitations mécanisées¹² dans un rayon de quarante kilomètres autour de la ville¹³. La chambre d'agriculture de Meknès et son président, G. Aucouturier, ont joué un rôle de groupe de pression politique important sous le Protectorat¹⁴. Enfin, il faut signaler que la ville de Meknès possède la seule école d'officiers indigènes de l'Empire (Dar el Beïda) et que, dans la région, la petite ville d'Azrou possède un collège qui fournira une partie du personnel administratif et politique du Maroc indépendant¹⁵.

La ville s'est beaucoup étendue depuis 1912, et juxtapose médina et ville nouvelle située sur le plateau de Hamrya, séparées topographiquement par la vallée de l'oued Boufekrane¹⁶. La population a augmenté dans des proportions considérables au cours de la première moitié du xx^e siècle, passant de 30 000 habitants en 1926 à environ 142 000 en 1952 (dont 107 000 musulmans, 13 425 israélites, 21 587 Européens¹⁷). L'année 1956 marque la fin

tecte Henri Prost, est assez bien connu, les problèmes fonciers urbains, les implantations industrielles, le fonctionnement de la municipalité, le rôle financier de la garnison, la vie urbaine le sont beaucoup moins. Ont été utilisés : ABOULFETH, Amina, *L'évolution de la « ville nouvelle » de Meknès après 1956*, thèse de Géographie, TROIN, Jean-François (dir.), Université de Tours, 1989, p. 15-130; THELIOL, Mylène, *Le regard Français sur le patrimoine marocain*, thèse d'Histoire de l'art, JARASSE, Dominique (dir.), Université de Bordeaux 3, 2008; BEKRAOUI, Mohammed, « La communauté française de Meknès, évolution et activités socio-professionnelles, 1911-1951 », dans ALLAIN, Jean-Claude (dir.), *Présences et images franco-marocaines au temps du Protectorat*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 15-26.

11. L'emprise militaire urbaine représente plus d'un quart de la ville nouvelle. En 1956, les forces militaires françaises de la région de Meknès comptent 8 000 hommes dispersés sur l'ensemble du territoire, l'effectif de trois bataillons demeurant en ville.

12. En 1956, 4/5^e des exploitations ont plus de 100 hectares, ce qui est bien au-dessus de la moyenne française de l'époque.

13. On ajoutera, plus loin de la ville et de la zone de colonisation, les ressources de l'exploitation forestière et surtout les mines.

14. Rappelons un passage souvent cité de C.-A. Jullien : « En l'occurrence apparaissait l'emprise des seigneurs terriens de la région de Meknès sur l'administration. Bien que ne représentant qu'une faible partie de la population, les colons constituèrent une force occulte devant laquelle la Résidence s'inclina. Aucouturier se targuait d'être capable de faire ou de défaire les résidents et on n'est pas sûr qu'il s'agisse d'une simple vantardise », JULLIEN, Charles-André, *Le Maroc face aux impérialismes, 1415-1956*, Paris, Jeune Afrique, 1978, p. 132.

15. Voir l'étude de BENHLAL, Mohamed, *Le collège d'Azrou*, Paris, Iremam/Karthala, 2005, 413 p.

16. Sur les questions posées par la juxtaposition médina-villes nouvelles et plus largement par les contextes spécifiques de la croissance des villes marocaines, voir l'analyse nuancée de JELIDI, Charlotte, « La fabrication des « villes nouvelles » sous le protectorat français au Maroc », dans VACHER, Hélène (dir.), *Villes coloniales aux xix^e-xx^e siècles, (Algérie, Maroc, Lybie, Iran)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005, p. 41-58.

17. D'après les recensements de 1951 et 1952. Nous ignorons la part des militaires dans ces décomptes.

du second cycle de croissance de la ville, commencé en 1946¹⁸. Et c'est une fin spectaculaire. Car le 23 octobre 1956, dans une situation politique et militaire complexe, au nom de l'indépendance algérienne, de la nation marocaine et de la solidarité avec l'Algérie en lutte, des foules se mobilisent et, pendant quelques heures, donnent l'impression d'un assaut contre la ville nouvelle.

Ce travail ne peut combler de nombreuses lacunes : nous ignorons presque tout de l'état des opinions en ville depuis l'indépendance, du détail des organisations politiques ou des réseaux, de la situation économique réelle... En outre, ces « événements » seront décrits uniquement à partir des sources tirées des dépôts d'archives français, et nous attirons l'attention sur le fait que les points de vue marocains et algériens sont à peu près absents. C'est donc en assumant l'effet de source que nous avons tenté d'établir les faits, laissant ouvertes les interprétations.

De la manifestation à l'émeute

De ce que *Paris-Match* allait appeler une « Saint-Barthélemy marocaine »¹⁹, les représentants de la France n'ont eu qu'une connaissance imparfaite, pendant et même après les émeutes du 23 octobre 1956. Avec les notes prises à l'ambassade et par les services du colonel commandant le groupement de Meknès, les documents permettent de retracer le récit de l'événement, tel qu'il a été vécu du côté des représentants de la France.

Le 22 octobre au soir, les représentants des partis politiques marocains, dont l'Istiqlal, des syndicats (surtout l'UMT) et de l'association des musulmans d'Algérie (considérée comme une vitrine du FLN), obtiennent du gouverneur, Si Jenane, et « sous réserve qu'il ne se produise pas d'incident regrettable »²⁰, l'autorisation de manifester le lendemain pour protester contre l'arraisonnement de l'avion des chefs du FLN²¹.

18. Le développement urbain, impressionnant en ville nouvelle par la taille des nouveaux édifices construits, difficile dans le reste du tissu urbain a laissé un certain nombre d'habitants de côté. Les densités sont devenues très fortes dans les quartiers musulmans. Issu en partie de l'exode rural, renforcé par le surpeuplement de la médina, l'accroissement de la population urbaine a entraîné l'apparition de nouveaux quartiers de bidonvilles situés près de la médina et surtout au nord, près de la zone industrielle (Borj Moulay Omar créé à l'origine pour la compagnie du Tanger-Fès, Rhas Aghil) et au sud-est de la médina : sept bidonvilles au total, dont la population est évaluée à 35 000 habitants en 1952.

19. « Meknès riposte par une Saint-Barthélemy marocaine », *Paris-Match*, n° 395, 3 novembre 1956.

20. Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101. Nous utilisons les Notes du Délégué de l'ambassade de France, alors en cours d'installation, et le rapport d'enquête du commissaire Le Métayer (16 février 1957), dorénavant notes et rapport. Le texte des notes, à la fois récit et témoignage, est à peu près identique au document du même auteur, B. DESMAZIÈRES, *Meknès, 1955-61, genèse et péripétie de la décolonisation*, Paris, CHEAM (Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie Modernes).

21. Le rapport précise que « c'étaient le professeur Fasla et le Docteur Klouche, qui étaient responsables des sections locales des Français Musulmans d'Algérie (FMA) et on dit que ce sont eux qui ont organisé les manifestations » (*ibidem*, p. 1), (souligné par nous). Mais il

Un mot d'ordre de grève a donc été lancé pour 10 heures le 23 octobre. La grève est très suivie, dans les services publics comme dans les entreprises. Avant même que les manifestants commencent à se rassembler, des groupes font fermer des commerces et des chantiers dès 9 h 30. Une première manifestation d'Algériens se déroule en médina vers 10 heures. À partir de 11 heures, deux cortèges se forment aux sorties de la médina. L'un des deux est estimé à « 3000 » participants, la plus importante estimation chiffrée donnée dans les archives pour l'ensemble de la journée. Ils défilent en demandant la libération de Ben Bella, avec drapeaux algériens et marocains en tête. Le barrage de police, situé au rond-point Bou-Ameur, entre la ville ancienne et la ville nouvelle, est vite débordé. Et « 200 à 300 manifestants » scindés en petits groupes arrivent en ville nouvelle, détruisent des vitrines de magasins (25) et une vingtaine de voitures. Si quelques passants ou conducteurs sont molestés, le commentaire du rapport considérant « le caractère relatif de gravité » de ces deux heures de manifestations de la matinée peut se justifier. Vers 11 h 30, les représentants des partis et des syndicats (Istiqlal, UMT) interviennent pour calmer les manifestants, et à 13 heures, on ne signale plus de rassemblements.

Des rumeurs sur la préparation d'actions plus violentes circulaient cependant. On sait par exemple que les proviseurs de lycées ont fortement recommandé à leurs élèves de rentrer chez eux vers 14 heures²². Dans l'après-midi, des petits groupes de manifestants s'infiltrèrent à nouveau en ville nouvelle, et se retrouvent à l'entrée de la ville, au rond-point Mezergues, alors que d'autres prennent à nouveau pour cible voitures et magasins. Ils ne viennent plus seulement de médina, mais aussi des bidonvilles situés au nord, principalement semble-t-il du Borj Moulay-Omar, qui jouxte la zone industrielle, mais aussi d'un bidonville encore plus pauvre, situé à Rhas Aghil, à proximité des villas du quartier Bellevue. En parallèle, l'UMT tient un meeting de protestation au stade Poeymirau (au nord-ouest de la ville) alors que des rassemblements divers sont aussi signalés en médina. Dès 15 heures, la situation redevient difficile, car une partie des manifestants – très bruyants – a investi l'une des principales rues de la ville (rue Mézergues). Vers 16 heures, le chef des gardes municipaux, Si Abdesslem Messkaldi, ancien gradé de l'ALM, commandant la garde municipale où se

ajoute que le docteur Klouche a pu être interrogé et « a nié toute participation aux événements » alors que le professeur Fasla – travaillant au lycée technique – a quitté la ville dans la soirée du 23 octobre. Au passage, notons qu'aucun nom de responsable des mouvements algériens cités dans les sources françaises n'apparaît dans GALISSOT, René (dir.), *Algérie : engagements sociaux et question nationale*, Paris, Éditions de l'Atelier, 608 p. Aucun nom n'a émergé non plus du *Dictionnaire du mouvement ouvrier, Maghreb. Maroc des origines à 1956*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières, 1998.

22. Nous ne sommes pas en mesure d'expliquer par qui et pourquoi cette décision a été prise. Le fait, absent des commentaires diplomatiques et non mentionné dans la presse, est cependant attesté par plusieurs anciens et anciennes élèves des lycées Poeymirau, Moulay Ismaïl et même du pensionnat des Sœurs. Et il apparaît dans le témoignage du professeur Pidancet (lycée Poeymirau) lors de l'enquête de police, Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101.

trouvent d'autres membres de l'ALM, se tue – ou est tué – en repoussant un manifestant au niveau du marché central. La version officielle des autorités marocaines sera en effet d'imputer à un des Français présents²³ la mort d'Abdesslem. Le communiqué du secrétariat à l'information marocain du 25 octobre dit : « Les manifestations ont revêtu le même caractère de dignité et de solennité comme partout ailleurs, jusqu'au moment où un Européen a tiré des coups de revolver sur Si Abdeslem, commandant des gardes municipaux²⁴. » Mais elles n'ont pas apporté de preuve, pas plus que pour une autre version légèrement différente, celle d'une provocation de la part d'un Français qui aurait tiré d'une terrasse²⁵. L'explication de l'ambassade, comme celle de la presse française apparemment confirmée par des témoignages²⁶, décrit un accident. Le rapport d'enquête met en cause la mitraille Sten de Si Abdesslem maniée « imprudemment » par son possesseur²⁷. Selon ce rapport, l'autopsie aurait montré que la balle avait été tirée « à plus de 25 cm » (mais à moins de 1,50 m). Et si l'arme a été retrouvée chez le gouverneur bien après l'émeute, les vêtements, qui auraient pu donner d'utiles indications, n'ont jamais été récupérés pour l'enquête²⁸.

Les récits de l'émeute expliquent que la disparition du chef des gardes municipaux donne le signal de nouvelles violences, qui surprennent par leur ampleur et leur vitesse de propagation, après que la nouvelle ait atteint les manifestants. Ainsi *Le Monde* : « Cette mort devait de toute façon justifier aux yeux de la foule marocaine les excès qui suivirent²⁹. » Mais si la chronologie des faits établie par les militaires français corrobore cette affirmation, elle montre aussi que les manifestations tournaient à l'émeute dans la périphérie de la ville nouvelle au même moment³⁰.

23. La police locale était en effet composée de Français et de Marocains, conformément aux accords passés en mars 1956.

24. Si Abdesslem est enterré le 25 octobre en présence du ministre de l'Intérieur.

25. La version du tir parti d'une terrasse est notamment défendue par le Directeur des Affaires Politiques au Ministère de l'Intérieur et chef de la commission d'enquête marocaine, M. Hamyani, Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 526.

26. LEFÈVRE, J., « Un récit des Massacres de Meknès », *Le Monde*, 27 octobre 1956.

27. Même s'il est précisé dans un autre rapport que cette explication, la plus vraisemblable, ne peut être entièrement prouvée puisque la balle n'a pas été retrouvée, cf. le rapport de l'ambassadeur à Rabat, daté du 9 novembre 1957, Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 526.

28. Les notes de l'ambassade donnent des arguments difficiles à vérifier. D'abord en ce qui concerne Si Abdesslem. Le chef des gardes municipaux, décrit comme très autoritaire, se serait fait beaucoup d'ennemis en poursuivant, au nom de la pureté des mœurs, les « fumeurs, buveurs et débauchés ». Et il aurait été opposé à la tenue des manifestations et avait demandé au pacha l'appui des Forces Armées Royales dès le matin. Ensuite, elles n'excluent pas totalement une provocation de la part de nationalistes Algériens ou Marocains, mais sans pouvoir argumenter plus précisément. L'ambassadeur à Rabat ne reprend pas l'analyse, le rapport d'enquête non plus.

29. *Le Monde* article cité.

30. Mention de tirs aux abords de la médina à 16 heures 05, incendie de la clôture ouest de l'État-Major à 16 heures 15 selon la chronologie des militaires. Un exemplaire de cette chronologie (dorénavant : Chronologie) se trouve aux Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101.

En ville nouvelle, à la suite de la disparition de leur chef, les gardes municipaux (*assès*)³¹ tirent sur leurs collègues policiers (français), sur les immeubles, les balcons, sur des passants. Ils sont entraînés, voire assistés, par des manifestants³² qui leur désignent des cibles³³. Des membres de petits groupes qui circulent dans les grandes artères de la ville s'en prennent à des personnes isolées, ou à ceux qui n'ont pu fermer à temps leur porte. Ce sont aussi des gardes municipaux, venus du rond-point Bou Ameer, qui en bordure de la médina attaquent leurs collègues français du poste de Dar Baroud, avec un nombre indéterminé de manifestants³⁴. Dans la plus grande partie de l'espace situé entre médina et ville nouvelle³⁵, la violence prend des formes extrêmes. Des bâtiments sont mis à sac, puis incendiés (ferme Llerena³⁶, briqueterie Mas, où le propriétaire est tué à coups de bâton³⁷, et une partie des occupants massacrée vers 17 heures), un motocycliste et des automobilistes sur le boulevard circulaire qui entoure une partie de la ville ancienne sont attaqués et brûlés avec leurs véhicules, et trois lycéens qui retournaient dans leur famille en médina sont pris à partie³⁸. L'État-Major, situé en lisière de la ville, est une des cibles des protestations depuis le matin. Les jardins sont finalement incendiés (16h45) et il faut y envoyer des renforts de gendarmes puis de soldats qui tiennent à distance les manifestants sans tirer de coups de feu³⁹.

C'est au poste de police de Dar Baroud, situé à la sortie de la médina, que de 16 à 19 heures sont massacrés dans des conditions terribles six policiers français. Pris pour cible d'abord, on l'a dit, par des *assés*, ils sont « achevés, mutilés et lacérés par une foule déchaînée » selon le rapport⁴⁰. Les corps des victimes sont brûlés par des manifestants et jetés dans le bassin de l'Agdal. Un témoin fournira des détails précis sur la durée et les circonstances de cet « événement dans l'événement », et une partie

31. Les trois assés de la patrouille d'Abdesslem sont soutenus par une quinzaine de Moghaznis du Maghzen d'Ifrane, venus renforcer le barrage rue Mézergues.

32. Dont certains crient « Les Français ont tué Si Abdesslem! Djihad! », rapport.

33. Plusieurs témoignages confirment cette collaboration, Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101.

34. Le rapport impute aux gardes municipaux la responsabilité de 11 meurtres, en ville et à Dar Baroud (p. 2).

35. La zone touchée est longue d'environ trois kilomètres et large de 600 à 700 mètres selon les endroits.

36. La ferme Llerena était en fait l'ancienne entreprise de taxis hippomobiles de Meknès.

37. Témoignage de madame Guimond, fille du propriétaire M. Mas, Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101.

38. Cette attaque n'a pas été élucidée par l'enquête. Deux de ces trois lycéens réussissent à échapper à leurs poursuivants. L'un, grièvement blessé d'un coup de hachoir sera envoyé à la clinique Cornette de Saint-Cyr; l'autre, C. Land, erra en état de choc en ville nouvelle les jours suivants (entretien avec C. Land, 1^{er} septembre 2009).

39. Les gendarmes ont utilisé des grenades lacrymogènes. Et la compagnie du 5^e régiment d'infanterie envoyée en renfort a mis une heure pour parcourir un peu plus d'un kilomètre de la caserne Bissey à l'État-Major, SHD 3H 1183, JMO de la 26^e division d'infanterie, Fès, 16/10-31/12 1956, 23 octobre.

40. Rapport, p. 3.

de ce témoignage peut être lue aujourd'hui... dans le *Journal Officiel* de décembre 1956, où ce massacre est signalé dans le cadre de discussions sur la politique du gouvernement en Afrique du Nord⁴¹.

Le témoin, une infirmière, décrit assez précisément l'origine de l'attaque, les groupes et participants. C'est à la vue d'un « cadavre marocain⁴² » que les manifestants – et les gardes municipaux – ont commencé à attaquer le poste à « coups de pierre » et de mousqueton. Les hommes, femmes et enfants qui composent cette foule, « les femmes surtout paraissaient les plus acharnées », et un meneur s'en dégage, « de corpulence forte, la tête rasée... le nez complètement écrasé... son allure générale est celle d'un boucher. Il était vêtu d'une djellaba grise ». La description du massacre est à vrai dire insoutenable :

« À un moment, les émeutiers se sont rangés en deux haies parallèles... Deux Marocains portant un tronc sans tête ni jambes, complètement dénudé, sont passés entre ces deux rangées hurlantes qui frappaient au passage sur ces débris humains... Quelques instants après, ils sont sortis à nouveau tenant un homme encore vivant qui se débattait. Il portait une plaie au flanc droit... Arrivés au milieu de la cour, ils l'ont arrosé d'essence et y ont mis le feu. Ses cris "Pitié! Pitié!" dominaient les hurlements de joie de la foule... Un Marocain a coupé la tête qu'il a fichée au bout d'un piquet et a continué à découper le corps... Des gamins se sont ensuite amusés à jeter des pierres sur cette tête comme une cible⁴³... »

L'émeute commence à être contenue avec l'intervention des troupes françaises. Le gouverneur en est prévenu à 16 heures 30. À 17 heures, en application du plan « Saturne », les premières unités sortent des casernes et les gendarmes mobiles de la garnison « dégagent » le quartier de villas assiégé et en partie incendié au nord (Bellevue) à 17 h 20. D'autres unités françaises commencent à patrouiller en ville et aux abords⁴⁴. À deux reprises, les

41. Cette inclusion des « événements » de Meknès dans le jeu parlementaire provient de l'intervention du député P. André (Centre National des Indépendants et Paysans). Il utilise le témoignage sur Dar Baroud comme un moyen de justifier le report du vote des crédits prévus pour le Maroc et la Tunisie tant que les Français sur place sont considérés comme « otages » et tant que l'aide au FLN continue. Se disant très bien renseigné, car membre de la Commission de Défense de l'Assemblée Nationale, il reproduit à peu près fidèlement le témoignage, mais donne un autre nom de responsable, un instituteur algérien, nommé Rahali qui ne figure nulle part ailleurs. *Journal Officiel* du 5 décembre 1956, p. 5431-5435.

42. Dont nous ne savons rien d'autre dans les sources, il s'agit peut-être d'une victime d'un coup de fusil de chasse à la briqueterie Mas.

43. Nous arrêtons la citation à ce point, même si le texte mériterait à lui seul une plus longue exégèse. Il permet de situer de 16 heures à 19 heures l'attaque et le massacre de Dar Baroud. Il est par ailleurs possible que ce témoin soit – avec d'autres – à l'origine de rumeurs qui ont fait de bouchers d'importants acteurs de l'émeute. Une copie des déclarations (aux enquêteurs) de cette infirmière, M^{lle} Vanderkerkhoff, se trouve aux Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101. Elle précise que le propriétaire marocain de l'immeuble où elle résidait en médina l'a protégée des émeutiers qui ont visité cet immeuble.

44. Chronologie citée. Des témoins – et *Paris Match* (art. cité) – mentionnent l'intervention de la Légion étrangère. Mais dans les sources consultées les légionnaires du

troupes françaises ont tiré sur des manifestants et des incendiaires se trouvant encore sur une partie du pourtour de la ville nouvelle⁴⁵. L'armée royale marocaine sort de ses cantonnements au même moment (vers 17h30). Elle prend alors en charge le refoulement des émeutiers en direction de la médina et vers les bidonvilles au nord et au nord-est de la ville, en « tirant en l'air⁴⁶ ». Des manifestants se trouvent encore en ville, décrits par un témoin comme « insaisissables » car se dispersant rapidement. Il faut du temps aux troupes françaises pour s'installer aux sorties et points de passage. En réalité, elles établissent d'abord un contrôle partiel de la ville nouvelle, limité à l'accès aux zones d'où sont venus les manifestants (au nord et le long de l'oued Boufekrane) et aux patrouilles en ville⁴⁷. À 18 heures, le gouverneur accepte le principe d'un couvre-feu qui entre en vigueur à 20 heures. Les autorités françaises ne commencent à prendre la mesure des « événements » qu'après 18h15 et dans la soirée : le délégué de l'ambassade et le colonel Costantini, commandant le Groupement de Meknès, ignoraient encore à 18 heures qu'il y eût des victimes européennes⁴⁸.

Il faudra plusieurs jours pour dénombrer – et dans certains cas identifier – toutes les victimes⁴⁹. On compte finalement en ville trente morts (dont trois Espagnols, trois Italiens et un israélite marocain) et trente-deux blessés graves, victimes des émeutes du 23 octobre, auxquels s'ajouteront trois morts et huit blessés le 25 octobre en ville, ainsi qu'onze personnes

4° REI n'apparaissent pas avant le lendemain. Selon un témoin, un officier de Légion, désobéissant aux ordres, serait intervenu du côté des villas de Bellevue. Il n'est pas exclu non plus que des légionnaires appartenant à la patrouille de surveillance à la tenue de la garnison aient pu justifier l'impression ou le souvenir. Il est possible enfin que ceux qui se trouvaient encore en ville soient intervenus dans la soirée à proximité de leur caserne, le long du boulevard de Paris ou le long de la route d'El Hajeb, face à la médina.

45. C'est le cas des gendarmes mobiles, et d'une compagnie du 5^e R.I., au carrefour de l'Hôpital et aux chalets de l'Enseignement (Chronologie).

46. Voir la mention dans SHD 3H 1183, *Journal des Marches et Opérations* (JMO) de la 26^e division d'infanterie, Fès, 16/10-31/12 1956. Les notes de l'ambassade relèvent que l'unité des FAR n'a pas fait de mouvement en direction du poste de Dar Baroud, alors qu'elle était, semble-t-il, en mesure d'intervenir.

47. En outre, des volontaires réunis dans l'après-midi ont aussi participé de leur propre initiative aux patrouilles dans la ville sans qu'il y ait eu d'incidents particuliers à signaler. Ceci n'apparaît pas dans les archives, mais nous est connu par un entretien avec C. Barbagelata (14 octobre 2009), qui précise que ce petit groupe de volontaires était composé d'anciens combattants réunis à l'initiative de son père et d'A. Fernandez, avec un armement hétéroclite (fusils de chasse mais aussi souvenirs de la Seconde Guerre mondiale, Sten et Schmeisser).

48. Ils en sont informés progressivement entre 18h15 et 2 heures du matin, puis le lendemain. Chronologie établie par le Groupement de Meknès et notes. Les victimes de Dar Baroud ont été retrouvées le 27 octobre dans le bassin de l'Agdal.

49. En ville, le bilan matériel comporte : « vingt immeubles incendiés et pillés, trente automobiles brûlées ou détruites, trente vitrines brisées » (rapport, p. 1). Signalons que le commissariat de la médina fut aussi attaqué et qu'un des cinémas situés en médina fut brûlé par les émeutiers qui sortaient de Dar Baroud (notes), enfin que la pharmacie Djemeri, en médina aussi et boycottée depuis l'été par des Algériens qui trouvaient son propriétaire (Algérien) trop peu impliqué dans la lutte pour l'indépendance, fut incendiée (*Le Courrier du Maroc*, 26 octobre 1956).

assassinées (dont deux Portugais et un Suisse)⁵⁰ dans la zone de colonisation où les attentats commencent dans la nuit du 23 au 24 octobre. Tel est dans sa sècheresse le bilan des « événements » de Meknès pour la population européenne⁵¹. Il n'y en eut aucun du côté des autorités marocaines : les sources françaises font mention d'un tué et de cinq blessés marocains en ville⁵².

Logiques d'un événement ?

Exiger de connaître les logiques d'un événement est légitime, mais ici périlleux, faute de disposer de l'ensemble des sources. L'exercice est ici tenté avec une très claire conscience de ses limites et des problèmes posés par les cadres conceptuels qui en guident l'exposition. On évoquera donc ce qui est susceptible d'expliquer un déchaînement de violence à partir des éléments fournis par les dossiers disponibles (diplomatiques et militaires), et la presse le cas échéant, concernant les acteurs, leurs motivations, le problème du maintien de l'ordre en ville.

Les participants aux émeutes, décrits comme armés de cailloux, bâtons, couteaux, sont difficilement saisis dans les archives françaises. On n'en peut fournir qu'une liste qui ne vaut pas signalement social ou politique précis⁵³. On y trouvera donc : des Algériens⁵⁴, les gardes municipaux (*assès*), des jeunes de 12 à 18 ans, des étudiants, des chômeurs⁵⁵ dont des Rifains, « d'anciens militaires aigris », des militants des partis politiques nationalistes, des syndicalistes, des communistes⁵⁶, des femmes⁵⁷, des

50. Il existe fort peu de souvenirs de colons concernant cette période, et pas de rapport circonstancié puisque les autorités françaises n'avaient plus la charge des enquêtes. Voir cependant le récit de madame Walther, dont le mari, de nationalité Suisse, fut tué et elle-même blessée gravement à Seba Aïoun, dans les archives du CAOM, Aix-en-Provence, 89 APOM/2, dossier Walther.

51. Le nombre de blessés légers n'a pas été recensé sur le moment, mais d'après les listes de l'ambassade, il faudrait en compter une vingtaine. Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101.

52. Lors des opérations de ratissage dans la zone de colonisation, menées par le groupement Borreill les 26 et 27 octobre, le bilan est de « 3 tués marocains, 97 prisonniers », SHD 3H 1183. Le général Cogny avait décidé de faire un geste vis à vis du gouvernement marocain et de limiter la durée de l'opération qui fut autant une démonstration de force que l'occasion de dégager les fermes attaquées.

53. Les comptes-rendus des procès ultérieurs ne comportent pas d'indication de métiers pour l'écrasante majorité des prévenus.

54. Au nombre de 6 000 à Meknès en 1956 (notes).

55. Officiellement, Meknès comptait 1 500 chômeurs en 1956. Il y en avait sans doute beaucoup plus, compte tenu du ralentissement de l'activité économique en 1955-1956 et aussi de la réduction des cultures de printemps des deux tiers qui plaçait dans une situation difficile les marocains résidant en ville, mais travaillant dans les fermes dans le cadre d'un ramassage à la journée dont le détail est très mal connu.

56. Rappelons que le lien communistes-nationalistes est un des *leitmotiv* du discours de certains médias ou d'analyses de l'armée française durant cette période.

57. Dont à vrai dire le rôle n'est pas très clair, en dehors des « you you » mentionnés par les témoins. Elles sont mentionnées, avec des pistolets, ce qui est plutôt rare, dans

bouchers, quelques ouvriers⁵⁸. Les sources françaises insistent sur le fait qu'il s'agit d'une minorité. Elles soulignent en parallèle que la majorité de la population marocaine, pourtant en accord avec les motifs de la protestation, désapprouvait la méthode et les résultats. En médina même, aucun des 1 000 Européens qui y résidaient encore⁵⁹ ne fut réellement pris à partie, même s'il y eut des tentatives⁶⁰. On sait aussi que des Marocains et des Algériens ont protégé et caché des habitants menacés⁶¹.

L'ambassade estime que la propagande à « la radio⁶² » ou dans la presse, même « incendiaire », ne peut suffire à expliquer les événements et les violences d'une foule estimée facile à manipuler. Elle considère que « la théorie de l'organisation des incidents et de la préméditation des émeutes est très probablement fondée [...] l'émeute en quartier européen semble avoir initialement été conduite par des bandes organisées ; dans le bled, les incendies de ferme paraissent bien avoir été le fait de groupes itinérants ayant opéré sur certains axes routiers principaux, les douars voisins étant passés à l'attaque simultanément ou ultérieurement⁶³ ». Ces « bandes » – dont l'organisation réelle et les chefs restent en fait inconnus⁶⁴ – ont exploité le « ressentiment nationaliste marocain et algérien » consécutif à l'arrondissement de l'avion de Ben Bella, la « xénophobie et l'attrait pour les biens des chrétiens », expliqué par la déception consécutive aux espoirs nés lors de l'indépendance en ce qui concerne les terres agricoles⁶⁵. Le délégué de

le témoignage concernant Dar Baroud, elles sont aussi présentes dans certains cortèges. Un témoignage isolé dit en avoir vu, suivant les jeunes, précédant les hommes et les assés au début des violences en ville nouvelle dans l'après-midi.

58. Notamment de la briqueterie Mas dont le coffre-fort fut pillé.

59. Une partie des Européens résidant en médina avait été réinstallée sur le Champ de Foire de la ville après les émeutes de juillet 1955.

60. La Chronologie du Groupement de Meknès indique cependant dans la journée du 23 la crainte qu'ils soient gardés et considérés comme otages. Voir aussi note 43 *infra*.

61. Deux exemples : a) Madame Messina, échappée de la briqueterie Mas avec ses trois enfants, trouve asile chez le docteur Klouche qui l'emmène chez les religieuses (Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101) ; b) des enseignants Algériens, M. et Mme Bezzaz, sont venus chercher en voiture une institutrice isolée dans les chalets de l'Enseignement situés entre la médina et la ville nouvelle et menacés par les manifestants. Ils l'ont cachée chez le gardien de l'école Jean Macé (entretien avec J. Colonna, 4 septembre 2009).

62. Mais laquelle ou plutôt lesquelles ? *Radio-Rabat* dans ses propres émissions et/ou dans « La voix de l'Algérie combattante », émission bi-hebdomadaire de Rabat ? Radio-Tetouan, Radio du Caire, Radio-Tunis ? Voir sur ces questions AGERON, Charles-Robert, « Un aspect de la guerre d'Algérie : la propagande radiophonique du FLN et des États arabes », dans AGERON, Charles-Robert (dir.), *La guerre d'Algérie et les Algériens*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 247.

63. Rapport de l'ambassadeur à Rabat, M. Lalouette, daté du 9 novembre 1957, Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 526, p. 7. Un problème est de savoir jusqu'à quel point les émeutiers de la ville furent organisés.

64. En dehors des noms donnés comme ceux des organisateurs : Fasla et Rahali.

65. L'ambassade ne paraît pas avoir relevé les propos du docteur Khatib, chef de l'ALM : « Les incendies de fermes dans la région de Meknès avaient un but : empêcher leurs occupants de revenir et faire comprendre aux rescapés que le temps est venu de s'en aller »,

l'ambassade signale cependant que le contrôle étroit par l'armée française de la ville et des campagnes, lors des dernières années du Protectorat, peut avoir joué un rôle, et qu'il faudrait « remonter plus loin et voir dans l'émeute du 23 octobre une revanche lointaine des incidents du 25 juillet 1955⁶⁶ ». Ce jour-là, en effet, lors de la visite du Résident Grandval, les « groupes spéciaux de protection » (GSP) avaient tiré sans sommation contre les manifestants marocains, et le bilan fut lourd : quinze Marocains tués et de nombreux blessés⁶⁷. Assez logiquement, et peut-être parce que ce n'est pas complètement perceptible sur le terrain marocain à ce moment-là, la radicalisation du FLN en 1955-1956 échappe au délégué comme aux différents commentateurs des « événements », alors qu'elle pourrait être aujourd'hui un facteur explicatif⁶⁸.

Aux yeux des représentants diplomatiques, la question du maintien de l'ordre, en principe du ressort exclusif de l'Etat marocain, est pour le passé récent – et l'avenir – cruciale. Leur conviction est que les violences auraient pu être évitées. Ils condamnent une mauvaise organisation du dispositif des autorités locales, sa faiblesse numérique, qui explique que les barrages furent vite débordés, et l'indulgence de la police pour les manifestants dans la matinée⁶⁹. L'ambassadeur résume sans aménité ces critiques :

« En tout état de cause, les événements n'ont atteint un tel caractère de gravité qu'en raison de l'imprévoyance, de l'incapacité et de la vanité des autorités marocaines, celles-ci n'ont su prendre les précautions nécessaires et suffisantes, ni mettre efficacement en œuvre et coordonner les moyens dont elles disposaient. L'intervention beaucoup trop longtemps différée – d'ailleurs limitée – et peu appuyée des FAR a constitué un autre facteur aggravant, mais imputable plus aux ordres de Rabat qu'à l'incompréhension toutefois évidente du Gouverneur et du Pacha. Le refus toujours opposé par les autorités marocaines aux offres de coopération des forces françaises a enfin été lourd de conséquences⁷⁰. »

cité par CORVAL, Pierre, « La France et le Maroc ont intérêt à renouer leurs relations », *Le Monde*, 28 novembre 1956.

66. Texte d'introduction du délégué B. Desmazières aux notes déjà citées, Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101.

67. Plus précisément : quinze tués et quarante blessés marocains, dix blessés dans le service d'ordre, voir par exemple, *Le Monde* du 27 juillet 1955 décrivant les événements et les obsèques et considérant que les groupes spéciaux de protection « avaient des réflexes exagérément rapides ». On remarquera au passage que les émeutes de septembre 1937 qui avaient pour origine la répartition de l'eau de l'oued Boufekrane et qui avaient été exploitées par les nationalistes n'apparaissent nulle part. La mémoire s'en était-elle perdue ? Voir ici, BENHLAL, *op. cit.*, p. 346-348.

68. Cette question est bien connue, voir par exemple MEYNIER, Gilbert, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Fayard, 2002, 811 p. et PERVILLE, Guy, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Picard, 2002.

69. Cette affirmation sur « l'indulgence » se trouve dans le texte d'introduction du délégué B. Desmazières qui dit avoir vu devant l'ambassade des manifestants arrêtés puis relâchés, Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101 (notes).

70. Rapport de l'ambassadeur à Rabat, M. Lalouette, daté du 9 novembre 1957, Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 526, p. 13.

Les documents diplomatiques et militaires montrent en effet que l'armée royale était prête, dès 12 heures 30, et que les autorités de Rabat avaient donné leur accord, mais ont changé d'avis. Car le capitaine Assou, commandant le bataillon des FAR, reconnaissait à 16 heures 45, avoir « l'ordre de ne pas intervenir⁷¹ ».

L'ambassadeur n'aborde pas cependant une autre question, celle de l'attitude de l'armée française lors de cette journée. Il est difficile de l'expliquer complètement aujourd'hui dans la mesure où il n'existe pas de relevé complet des entretiens téléphoniques entre Meknès, le siège de la division à Fès, et les bureaux du général Cogny, commandant en chef des troupes du Maroc (Rabat). En outre, on voit mal dans les sources le rôle de l'officier français adjoint du chef du bataillon des FAR, hormis son souci d'informer le gouverneur avant toute intervention des troupes françaises⁷². Il faut rappeler que les différents plans de défense de la ville⁷³ et de la zone de colonisation⁷⁴, élaborés depuis 1947, étaient caducs. Mais l'armée française avait élaboré le plan « Saturne », précisément pour pallier des défaillances ou répondre à des situations graves. Le colonel Costantini tenait donc ses troupes, consignées depuis la veille, prêtes dès 10 heures du matin. Donnant de strictes consignes d'emploi du feu, il a fait protéger les casernes, la base aérienne, le Champ de Foire, l'État-Major et ses jardins, sans faire tirer contre les émeutiers, avant de faire sortir en ville gendarmes mobiles puis militaires. D'après les documents, le colonel Costantini (et le général Divary, son supérieur à Fès), ont suivi les instructions d'août 1956, qui prévoyaient de coopérer avec les autorités marocaines et l'ambassade d'abord. Ils n'ont pas tout de suite utilisé la possibilité prévue par ce texte d'intervenir en « extrême urgence⁷⁵ », et le délégué de l'ambassade sur

71. Il s'agit des directives de Rabat, car le gouverneur ne pouvait pas donner ce type d'ordres directement dans le cadre de l'organisation administrative marocaine. En outre, selon l'ambassade, le gouverneur craignait des « heurts » entre les FAR et l'armée française. La chronologie du Groupement de Meknès donne la liste des nombreux refus opposés par le gouverneur aux offres d'intervention limitée aux gendarmes mobiles, faites par le colonel Costantini (notes).

72. La Chronologie montre que cet officier insiste encore pour que le gouverneur soit prévenu au moment où les gardes mobiles interviennent. Ce que fait leur chef d'escadron en route pour le quartier de Bellevue. Si nous ne savons rien de plus sur l'état d'esprit des officiers de Meknès détachés dans les FAR, une synthèse trimestrielle de l'État-Major (septembre-novembre 1956), signale pour l'ensemble des officiers mis à la disposition de l'armée marocaine, un « malaise » général « dû à la défiance des marocains [...] à l'obsession d'un choc possible entre les deux armées [...] à l'absence d'un statut », SHD 3H 337.

73. On en trouvera le détail dans SHD 3H 685, pour la ville et le territoire de Meknès et les autres villes du Maroc.

74. Les colons avaient rendu les armes prêtées par l'armée durant l'été 1956 à la demande des présidents des chambres d'agriculture parce qu'il y avait « plus d'inconvénients que d'avantages » à les conserver, Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 154 bis, 1^{er} août 1956.

75. Dans le paragraphe intitulé « Protection des ressortissants Français et autant que possible des biens Français », la lettre des instructions porte : « Il appartient aux Commandants de Divisions et de Subdivisions Autonomes de prendre la décision appropriée en principe sur demande du Délégué de l'Ambassadeur [...]. Il importe que l'auto-

place qui n'avait pas le pouvoir de requérir l'intervention de l'armée a, en conséquence, demandé à plusieurs reprises l'intervention des Forces Armées Royales. La comparaison des sources diplomatiques et militaires a montré que si le délégué de l'ambassade, et les chefs militaires français, ont évidemment compris la gravité des « événements » en cours, ils n'en ont pas mesuré tout de suite, mais seulement dans la soirée du 23, les caractères spécifiques. C'est donc sous réserve d'inventaire que l'on peut mettre sur le compte du strict respect des consignes, de la confusion, de problèmes d'information en temps réel, l'intervention tardive de l'armée française. Mais rétrospectivement, pourrait-on se demander ce que recouvrait exactement dans le texte, et le 23 octobre 1956, la notion d'« extrême urgence » ?

Il resterait à mentionner un dernier registre d'explication possible, car la violence de l'émeute a marqué les esprits, au moins sur le moment. La « rumeur » ou l'expérience de la journée ne sont pas seules en cause, les origines proches ou lointaines du massacre non plus. Des photographies⁷⁶ de victimes ont en effet circulé, au Maroc, et même en France, puisque certaines apparaissent dans une élection partielle de 1957 à Paris. Les expressions « Saint-Barthémémy », « foule déchaînée », « foule aveugle », « hystérie collective », « psychologie des foules », font partie du vocabulaire utilisé pour décrire les « événements ». En extrapolant à partir de G. Lebon, un journaliste fera même la comparaison entre les émeutiers et les « supporters » de football⁷⁷. L'emploi de ces images – et de ce vocabulaire – qui signalent des représentations collectives, n'est pas inattendu. Cependant, ce registre se veut rationnel, sinon rassurant. Rend-il complètement compte de ce qu'a vraiment représenté la violence des émeutes ? L'argument mériterait d'être discuté. On ne fera qu'ouvrir d'autres pistes sans prétendre donner de réponse. Sur le long terme, de la Saint-Barthélémy au génocide rwandais, les historiens disposent d'histoires des émeutes⁷⁸ et d'histoires du massacre⁷⁹, où des autorités, des militaires, voire l'État, orientent et

rité intéressée prenne liaison avec l'autorité chérifienne responsable de l'ordre [...]. Le concours des Forces de police chérifiennes et de l'Armée Royale Marocaine sera toujours recherché. *Le but à atteindre est de faire souhaiter notre coopération par les Autorités marocaines et de ne l'imposer que dans les cas graves*, en accord avec l'Autorité française chargée de défendre les intérêts français locaux [...]. *Toutefois l'extrême urgence justifie une action directe, initialement indépendante des Autorités marocaine et françaises indiquées ci-dessus.* » Commandement Supérieur des Troupes Françaises au Maroc, Directive générale d'orientation, n° 2016 EMTFM/3-S, 10 août 1956, SHD, 3H 327 (souligné par nous).

76. Nous en avons retrouvé deux séries identiques, prises par un photographe local (archives privées). En outre, le SHD possède des photos que nous n'avons pu consulter.

77. « Isolé, un amateur de football ne veut pas s'en prendre à l'arbitre ou à ses voisins de stade. Englobé dans un groupe excité, il est capable des pires excès », *La Vigie Marocaine*, 12 décembre 1956.

78. Dans une historiographie riche, voir NICOLAS, Jean, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale*, Paris, Seuil, 2002, 608 p.

79. Voir par exemple, EL KENZ, David (dir.), *Le massacre, objet d'histoire*, Paris, Gallimard, 2004, DUMAS, Hélène, *Le génocide au village. Le massacre des Tutsi au Rwanda*, Paris, Le Seuil, 2014, 307 p.

encadrent les tueurs. Ils disposent aussi d'histoires de la violence⁸⁰, de son utilisation en situation coloniale par l'armée et par les civils qui participent parfois à la répression⁸¹, et de réflexions sur l'emploi de formes diverses de violence en temps de guerre. Ils ont – parfois – recours au vocabulaire et aux méthodes de l'anthropologie⁸². Le 23 octobre 1956, on a tué – rapidement, c'est une question à soulever aussi – et brûlé dans des lieux de passage, symboles de la modernité (route, ville), dans des lieux représentant un pouvoir social ou politique (briqueterie, poste de police). Et on ne s'est pas contenté – si on peut dire – de tuer. Les anthropologues ont montré ce que pouvait signifier l'ouverture du corps renvoyant la victime vers l'animalité. A. Corbin a insisté sur les pratiques spécifiques de l'assassinat de Hautefaye en 1870. Les étapes du supplice jusqu'à la crémation d'Alain de Moneys, les logiques du « faire souffrir » et la « liesse du massacre » y sont clairement identifiées⁸³. Pour pouvoir transposer, comparer, il faudrait remettre en perspective les émeutes urbaines et rurales du Maroc à partir de la seconde guerre mondiale au moins, et même étendre l'étude à l'Afrique du Nord⁸⁴. Il serait aussi judicieux de remettre en question les propos des contemporains. Par exemple, dans le cas de Meknès en 1956, alors qu'il n'en existe pas de preuve, la présence de bouchers a été mentionnée. Sans apporter d'éléments probants supplémentaires, un des commentaires les plus informés associe même à l'un de ces bouchers une spécificité de la région de Meknès, la confrérie des Aïssaouas dont certains rites sanguinaires étaient (mal) connus et avaient été interdits à la fin du Protectorat⁸⁵. Le problème de l'accomplissement des actes et des modalités d'action, de la créativité meurtrière, restent donc ici des questions en suspens.

Incertitudes des lendemains

Un retour à l'ordre n'est pas toujours garant d'un retour à la normale ou à la situation antérieure. Meknès en est un bon exemple dans les jours et même les mois qui suivent les émeutes.

80. MUCHEMBLED, Robert, *Histoire de la violence*, Paris, Seuil, 2006. Pour la guerre d'Algérie, voir l'article de CARLIER, Omar, « Violence(s) », et aussi : STORA, Benjamin, HARBI, Mohammed (dir.) *La Guerre d'Algérie*, Paris, Robert Laffont, 2004, p. 347-380.

81. Par exemple, LIAUZU, Claude, *Violence coloniale*, Paris, Syllepse, 2003, 285 p. Une partie de l'histoire des milices d'habitants d'Afrique du Nord est à lire dans PEYROULOU, Jean-Pierre, *Guelma 1945 : une subversion européenne dans l'Algérie coloniale*, Paris, La Découverte, 2009, 321 p.

82. Exemple pour la Grande Guerre, AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane, *Les armes et la chair*, Paris, Armand Colin, 2009.

83. Voir CORBIN, Alain, *Le village des Cannibales*, Paris, Aubier, 1990, p. 98-113.

84. Début de recensement pour les villes du Maroc dans CLÉMENT, Jean-François, « Les révoltes urbaines », dans *Le Maroc Actuel, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman*, Éditions du CNRS, 1992, p. 393-406. L'analyse des événements de Meknès y est très rapidement conduite.

85. Il s'agit du délégué B. Desmazières auteur des notes déjà citées, Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101. Aucun document de l'ambassade ou de l'enquête ne mentionne de participation d'Aïssaouas.

L'armée française, sur ordre du général Cogny, prend en charge le contrôle total de la ville nouvelle⁸⁶ le 24 octobre, considérant que « le gouvernement marocain est débordé par les extrémistes⁸⁷ ». Malgré les protestations marocaines⁸⁸, elle lance des opérations dans la zone de colonisation. De leur côté, les autorités marocaines organisent l'enquête de police, installent des soldats en ville aux côtés des unités françaises, envoient des troupes dans les campagnes. Les déploiements ne mettent pas immédiatement fin aux attaques de fermes qui se prolongent jusqu'au 28 octobre 1956 : 300 sinistres recensés, 81 exploitations détruites, totalement ou partiellement.

Le 25 octobre, au Borj Moulay Omar, deux policiers français et une jeune fille de dix ans sont tués, huit policiers blessés. Une patrouille de police est en effet prise à partie par des habitants, des tirs sont échangés. D'autres policiers sont menacés par l'armée royale et une section des FAR, qui a failli tirer sur les troupes françaises venues en renfort, a dû être neutralisée par le reste de sa propre compagnie⁸⁹. De nouveaux attroupements se forment, au Borj Moulay Omar d'un côté, en ville nouvelle de l'autre. Là, des manifestants réclament des armes. Au commissariat central, face à face, policiers français de Meknès et marocains appartenant aux groupes mobiles d'intervention arrivés de Casablanca, ont failli faire usage de leurs armes⁹⁰. Les policiers français se mettent à la disposition de l'ambassade, puis sont momentanément rattachés à l'armée française.

La ville est restée véritablement coupée en deux pendant une semaine, avec couvre-feu à partir de 19 heures⁹¹. Selon un journaliste, faisant allusion aux « événements » des Carrières centrales de Casablanca (1952) et Oued-Zem (1953), « deux cités s'observent dans un vent de haine que l'on espérait ne plus respirer sur cette terre marocaine⁹² ». Les déplacements de travail ont cessé, dans les deux sens⁹³. Les magasins rouvrent lentement, le

86. La position de l'ambassade était « réservée » sur ce point précis.

87. SHD, 3H 32725 octobre.

88. « purement et simplement rejetées », Télégramme du général Cogny du 26 octobre, SHD 3H 338. Le général emploiera des termes un peu plus diplomatiques dans une mise au point par voie de presse le 25 octobre 1956.

89. L'origine des tirs contre les policiers n'a pas été vraiment expliquée lors de l'enquête. Il est suggéré que les habitants du Borj ont cru à une expédition punitive, qu'un civil marocain a tiré avec une arme de guerre italienne, mais que les calibres de balles sont aussi du modèle de ceux qui étaient en usage dans l'armée marocaine, rapport, Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101.

90. L'ambassadeur signale la très grande gravité de l'incident et « l'effondrement » des chefs français et marocains de ces polices. Le pire est évité grâce à l'intervention des envoyés de l'ambassade, notamment son conseiller politique, M. Cardi (rapport cité de l'ambassadeur, Rabat, 9 novembre 1957).

91. Faute d'entretien en médina, les communications téléphoniques sont coupées (*Écho du Maroc*, 27 octobre 1956).

92. *Le Monde* du 27 octobre 1956.

93. On exige des papiers d'identité pour les travailleurs marocains résidant en médina ou au Borj Moulay Omar. Les européens ne vont plus en médina. Une grande partie de ceux qui y résident est évacuée à partir du 29 octobre.

pain manque, des files d'attente sont signalées⁹⁴. Le « retour à la normale » ne commence – lentement – qu'au bout d'une semaine.

Avec des scènes dignes de rappeler le destin d'une ville assiégée où rentrent des colons réfugiés, ainsi que le matériel de fermes rapporté par l'armée⁹⁵, l'émotion demeure. Elle est visible le 26 octobre lors des obsèques des victimes qui réunissent une foule estimée de 4000 à 10000 ou 15000 personnes⁹⁶. Elle s'exprime aussi dans d'autres registres : la grève, le vote de motions, à vrai dire inhabituelles. Certains manifestent même des positions antimarocaines pour le moins tranchées⁹⁷.

Dans la journée du 24 ce sont les policiers français⁹⁸ – le cas n'est pas fréquent – qui lancent le mot d'ordre de grève, en posant d'emblée la question de leur nécessaire rapatriement. Le mouvement est suivi par une partie des fonctionnaires du Maroc le 25⁹⁹. Ce qui est publié dans la presse du Maroc reproduit alors les clivages nés à la fin de la période du Protectorat. Aux motions de défiance envers le régime marocain s'opposent déclarations et prises de position qui, tout en s'inclinant devant les victimes, réclament la libération des leaders algériens¹⁰⁰ ou recommandent de ne pas s'associer à un mot d'ordre lancé en dehors de syndicats, et donc douteux¹⁰¹. La grève dure plusieurs jours à Meknès et se prolonge dans certains secteurs jusqu'en novembre¹⁰². Un « comité de grève » est

94. Par exemple au Marché Central, *La Vigie*, 26 octobre 1956.

95. Le JMO du groupement de Meknès précise à la date du 1^{er} novembre que le matériel de 28 fermes a été ramené en ville, que 52 % des colons sont « repliés à Meknès ; 22 % se regroupent chaque nuit dans des fermes gardées ; 450 personnes sont hébergées au quartier du 64^e régiment d'Artillerie », SHD, 3H 1183.

96. Estimations respectives des militaires (Chronologie), du *Monde* (27 octobre 1956) et de l'ambassadeur à Rabat, présent sur place, ainsi que l'évêque de Rabat et le général Cogny.

97. Il y eut une grenade jetée dans un magasin de la ville nouvelle appartenant à un Marocain, un défilé de jeunes drapeaux français en tête. Les plaques de l'avenue Mohamed V ont été enlevées, le commandant Driss exigeant leur rétablissement et menaçant de les mettre sous la garde de sentinelles (notes).

98. Ces fonctionnaires de police n'ont pas fait l'objet d'études particulières à ce jour. Ils sont rejoints par les agents municipaux, les gardiens de prison, les cheminots, les enseignants, etc.

99. 70 % à 80 % de grévistes au Maroc selon *Le Petit Marocain*, 26 octobre 1956, mais l'ambassadeur estimait la grève « plus ou moins bien suivie car beaucoup de fonctionnaires ne sont pas sûrs d'être réintégrés en France dans la Fonction Publique » (dépêche du 26 octobre, Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 526).

100. Ainsi les libéraux du Maroc, *La Vigie* 25 octobre 1956.

101. C'est le sens du communiqué du Syndicat National des Instituteurs, *Le Petit Marocain*, 26 octobre 1956. Il n'est pas suivi sur ce point par la majorité des adhérents de Meknès.

102. Les instituteurs travaillant en médina, une centaine, sont soutenus par l'inspecteur de l'enseignement primaire C. Duchatel : « ils jouissent généralement de l'estime et de l'affection de leurs élèves et des familles. Dans une émeute, rien ne peut les préserver, leur qualité d'éducateur ne se trouve pas écrite sur leur front. Il me déplaît de les voir tenir ce rôle d'otages auquel rien ne les a préparés et pour lequel ils ne se sentent aucune vocation », lettre à l'ambassadeur, 25 octobre 1956. Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101. La grève des enseignants se poursuit jusqu'au 19 novembre. Les pompiers, qui sont intervenus souvent dans la campagne, annoncent le 17 novembre, qu'ayant été

formé, il se transforme ensuite en « comité de surveillance » pour veiller à l'application des promesses de l'ambassade de France. Les motifs invoqués sont officiellement les suivants : protection de l'armée (réclamée par les habitants, les cheminots, les enseignants, les colons), rapatriement des familles, indemnisation immédiate des sinistrés, établissement d'un plan de reclassement rapide des fonctionnaires en métropole¹⁰³. Le délégué de l'ambassade estime que d'aucuns (mais qui précisément ?) faisaient aussi un calcul politique : en rompant avec les autorités chérifiennes, il fallait faire la preuve que le Maroc moderne ne pouvait fonctionner sans les Français¹⁰⁴.

La tension n'est pas uniquement entretenue par les attentats en campagne auxquels s'ajoutent des tentatives sporadiques d'incursions en ville nouvelle¹⁰⁵, les souvenirs récents, les demandes des grévistes, voire la présence des FAR (car les habitants ne leur font pas confiance). Elle se nourrit aussi de rumeurs. Celle d'une attaque du Mellah de Meknès, et d'un massacre de représailles à cause de l'expédition de Suez, court en ville. En outre, la crainte de nouveaux désordres lors de réunions et de manifestations commémorant l'insurrection algérienne du 1^{er} novembre 1954 est mentionnée. Elles seront interdites par le nouveau gouverneur.

Car une sorte de partage des tâches, plus entre les deux armées qu'entre les représentants des deux gouvernements, s'est instauré. La collaboration des forces armées est en fait essentielle, malgré des frictions. Pour restaurer l'ordre et l'autorité de l'État marocain, un militaire, le commandant Driss ben Omar¹⁰⁶, est en effet envoyé sur place, après consultation du général Cogny¹⁰⁷. Il est nommé gouverneur militaire spécial par Rabat le 27 octobre. Cette nomination prend effet le jour même d'un remaniement ministériel (second cabinet Bekkaï), où l'Istiqlal est maintenant majoritaire¹⁰⁸, ce qui est en fait une conséquence de la capture de Ben Bella et de Suez¹⁰⁹. Sans donner tous les détails de la reprise en main, les documents consultés montrent l'énergie du commandant, sa capacité à coopérer avec les militaires français, tout en veillant à restreindre leurs opérations de police¹¹⁰. C'est sous son autorité que la médina est quadrillée, que les bidonvilles sont contrôlés, que le calme revient progressivement dans les campagnes.

souvent menacés, ils refusent dorénavant de quitter la ville, n'étant pas soutenus par leurs camarades marocains ni par leur hiérarchie à Rabat (notes).

103. *L'Écho du Maroc*, 26 octobre 1956.

104. « leur but était de démontrer au monde entier [sic] que le gouvernement marocain indépendant, privé de l'assistance technique des agents français était dans l'incapacité de fonctionner ». Les italiques sont du délégué de l'ambassade, (notes).

105. Les 24 et 25 octobre.

106. Ancien officier dans l'armée française, futur général de l'armée marocaine.

107. *Télégramme* du 26 octobre cité, SHD 3H 338.

108. Et détient les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères.

109. La concordance des temps dans ce cas précis serait le résultat de compromis politiques entre le Palais (soutenu par les FAR), les modérés et les radicaux de l'Istiqlal, si on suit par exemple VERMEREN, Pierre, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, op. cit., p. 22.

110. Une ligne téléphonique directe est installée entre le commandant Driss et le colonel Costantini (notes).

Il fera même détruire au bulldozer le bidonville de Rhas Aghil début novembre, probablement à titre d'exemple¹¹¹. Il aura aussi pour mission de remettre tout le monde au travail, notamment dans les services publics en grève. En parallèle, l'enquête de police est menée par la direction de la Sûreté Nationale marocaine, avec vingt-six inspecteurs venus de Rabat et Casablanca. Le commissaire Le Metayer y est associé. Selon son rapport, un millier de personnes furent arrêtées¹¹², pour les actes commis en ville et dans les fermes¹¹³.

Cependant, loin de s'apaiser, la situation se « détériore », et le 24 novembre encore, comme le reconnaît l'ambassadeur, l'émotion reste « intense ». Du côté français, il fallait dans un premier temps donner une réponse aux inquiétudes diverses et tenter de faire baisser la tension. L'ambassade a en conséquence traité les dossiers prioritaires suivants : rapatriement, secours, indemnisations.

Le gouvernement français a accepté de rencontrer une délégation de Meknès, comportant des représentants syndicaux (CFTC, FO) un représentant de l'enseignement, un autre des commerçants. Même si la crainte d'une désorganisation irrémédiable des services constituait le souci dominant, l'État propose finalement de rapatrier 500 fonctionnaires dans un délai de trois mois. On considère au fond que conserver une partie d'entre eux sur place serait plus nuisible qu'utile, et qu'en tenant les engagements, une partie des candidats au départ réviserait sa position... Le mouvement de départ des Français du Maroc – et des capitaux¹¹⁴ – avait en fait déjà commencé en 1955, surtout en 1956 et après la déclaration d'indépendance¹¹⁵. Il s'accéléra après le 23 octobre à Meknès. Des départs dus aux circonstances¹¹⁶ sont décidés très vite. La priorité est donnée aux blessés, aux enfants, aux femmes et aux familles qui ont perdu leurs biens. Dès le 1^{er} novembre, quatre-vingts personnes quittent la ville en avion pour Marseille. Elles seront suivies d'autres, par avion et par bateau, et comme le remarque *Le Monde*, « l'exode des Français paraît difficile à arrêter » (13 novembre). Les chiffres, pour Meknès et la région, sont en

111. La mention n'est qu'incidente dans les sources françaises et absente de la presse consultée. Les habitants avaient quitté les lieux dès le 23 au soir (notes).

112. En cinq jours.

113. Sans que l'on possède de détails sur les interrogatoires. On l'a vu, quelques copies de dépositions de témoins ont été remises à l'ambassade. Au total, d'après le rapport 48 auteurs de meurtres, 15 incendiaires, 50 auteurs de pillages et 22 émeutiers ont « presque tous reconnu leurs crimes » (p. 7). Le nombre d'Algériens interrogés serait de quarante (rapport).

114. Les dépôts dans les banques de Meknès auraient diminué de 50 % en 1956 (notes). P. Corval dans *Le Monde* estime l'hémorragie « entre 500 millions et un milliard par jour », pour l'ensemble du Maroc, art. cité.

115. Sans donner ses sources, R. Galissot évalue à « 150 000 environ, soit plus du tiers de la colonie » les départs des Français du Maroc de 1955 à 1958, GALISSOT, René, « La décolonisation du Maghreb », in STORA, Benjamin, HARBI, Mohammed (dir.), *La guerre d'Algérie*, Paris, Robert Laffont, 2004, p. 73.

116. Il est impossible d'en donner le détail ici.

effet éloquent : 491 familles d'octobre à décembre 1956 (1932 personnes), 509 familles de janvier à mars 1957, et au total près de 10 000 personnes pour l'ensemble de l'année 1957¹¹⁷.

Comme une grande partie des dépenses médicales consécutives aux émeutes, les frais de transport des plus démunis sont pris en charge par l'ambassade. Elle commence en outre à recevoir des listes de dommages subis pour financer des avances ou commencer les procédures d'indemnisation, auxquelles le gouvernement marocain refusera de prendre part¹¹⁸. Le total des dépenses « à caractère social » engagées par l'ambassade sera finalement de 58 427 584 F au 19 février 1957¹¹⁹. Du côté des agriculteurs, ce sont les estimations fournies par le président de la chambre d'Agriculture, G. Aucouturier qui feront foi, faute de pouvoir procéder à des expertises approfondies. Avec un abattement de 70 %, le montant effectivement payé des indemnisations des dommages matériels causés par les émeutes atteindra 151 667 000 F¹²⁰.

Au-delà des secours d'urgence, l'ambassadeur croyait aux vertus de l'action économique à court et long terme pour rétablir la situation. Il ne voyait finalement qu'un seul moyen dans l'immédiat : convaincre les agriculteurs de retourner sur leurs exploitations et relancer la production agricole. Avaient-ils d'ailleurs le choix ? Ce pari fut semble-t-il gagné, (les indemnisations aidant ?), car les travaux ont repris dans une grande partie des fermes. L'exemple incite en fait à réfléchir au potentiel des agriculteurs locaux et aux degrés de la transition du Protectorat à l'indépendance. Les objectifs des anciens États colonisateurs sont rarement philanthropiques. Ici, les intérêts de la France coïncidaient avec le maintien de gros intérêts privés agricoles. Selon les chiffres de l'ambassade, on comptait en 1956 700 exploitations européennes pour 128 000 ha, et en 1960, sur 105 973 ha, 578 propriétés françaises employaient 4 000 permanents et 8 529 saisonniers. L'ambassadeur avait fait preuve d'un pragmatisme raisonnablement efficace à court terme.

Un autre moyen de ramener la confiance incombait aux autorités marocaines : le châtimement des coupables. Il a été demandé par les plus hautes autorités et une grande partie de l'opinion française réclamant une mesure de justice, parce que les émeutes n'avaient pas été condamnées officiellement avec la « fermeté convenable ». Il constitue un enjeu pour la crédibilité internationale du gouvernement marocain et sa capacité à protéger tous

117. Selon l'ambassade, la ville et la région perdent en moyenne 2 000 habitants par an de 1958 à 1961. Sur les questions de rapatriement, voir JORDI, Jean-Jacques, *Les Pieds-Noirs*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2009, p. 35-39, et du même *De l'exode à l'exil : rapatriés et Pieds-Noirs en France, l'exemple Marseillais*, Paris, L'Harmattan, 1993.

118. L'ambassade estimait que le refus marocain était contraire aux usages internationaux et au droit.

119. Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 526, rapport du 16 février 1957.

120. Tableau récapitulatif (s.d.) dans Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101.

les ressortissants étrangers, pas seulement français. En outre, la question des procès est incluse dans le devenir des relations franco-marocaines. Maurice Faure, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé des Affaires marocaines et tunisiennes, en faisait un « test » pour accorder l'aide financière de la France en décembre 1956¹²¹. Des procès sont donc annoncés, avec la constitution d'un tribunal militaire spécial (ce qui justifie la création d'un code militaire marocain¹²²). Il siège du 3 décembre 1956 au 13 mars 1957.

Ces procès représentaient-ils aussi un enjeu dans les relations inter-marocaines ? Le roi du Maroc, en privé, disait à l'ambassadeur de France, M. Lalouette, que la « vengeance [était] un défaut animal ». Il ajoutait que la libération de Ben Bella aiderait au rétablissement des liens entre la France et le Maroc¹²³. Il refuse les demandes de mouvements nationalistes souhaitant qu'il n'y ait pas de condamnations à mort et prévient qu'il n'acceptera pas les pressions dont les membres du tribunal sont très vite l'objet¹²⁴.

Les procès sont suivis avec attention au Maroc et en France. Même si on considère que les « responsables importants ne comparaissent pas¹²⁵ », les premières audiences et jugements sont jugés encourageants¹²⁶. La suite déçoit finalement les observateurs français, dont l'ambassadeur, notamment quand les prévenus de Dar Baroud sont condamnés à des peines légères « au bénéfice du¹²⁷ ». Au total, le tribunal a prononcé 10 condamnations à mort et 48 peines d'emprisonnement de durées diverses. L'exécution de trois assassins qui n'avaient rien à voir avec les émeutes, et avaient été inclus dans les procès pour des méfaits commis à Taza, est, le 27 décembre,

121. 48 milliards de crédits étaient demandés, 32 pour le Maroc, 16 pour la Tunisie, pour des dépenses d'investissement au Maroc avec contrôle de l'utilisation des fonds. Les crédits étaient aussi destinés aux Français « victimes de sévices », *Année Politique*, 1956, Paris, PUF, 1956, p. 232. Le Conseil de la République a voté le 4 décembre une motion demandant au gouvernement de mettre fin à « l'assistance que la Tunisie et le Maroc donnent à la rébellion algérienne » et il n'adopte les crédits que le 18 décembre 1956.

122. Les enjeux en sont bien expliqués dans *Le Monde* du 30 novembre 1956. En théorie, d'après les accords antérieurs entre la France et le Maroc, la loi française pouvait s'appliquer aux émeutiers, ce que le nouveau code permet d'éviter, tout en donnant la possibilité de juger des Algériens... ou des ressortissants de toute autre nationalité dès qu'un tribunal militaire spécial serait constitué.

123. Entretien du 10 novembre 1956, Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 154 bis.

124. Compte-rendu d'une conversation entre le président du tribunal et le Sultan, rapportée par le commandant Jean-Baptiste suite à une discussion avec les autorités de Meknès le 15 décembre, Archives Diplomatiques, Nantes, Meknès/Consulat/101.

125. Rapport de l'ambassadeur, Rabat, 22 décembre 1956, Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 526.

126. Une partie seulement des témoins est effectivement présente aux procès.

127. Quatre ans de prison pour l'un des prévenus, trois acquittements, alors que le Procureur se fondant sur les aveux – mais sans avoir de témoins à interroger – avait réclamé la peine de mort. De nouvelles pétitions et protestations sont envoyées à l'ambassade. Le comité de vigilance prévoit une journée de grève le 6 mars 1957, mais l'ambassadeur réussit à faire renoncer à ce projet, compte-tenu de la détermination des autorités marocaines peu soucieuses d'avoir à faire face à ce type de manifestation alors que le vice-président des États-Unis est en visite officielle au Maroc.

spectaculaire. Pour les émeutiers de Meknès, la conclusion est différente. L'ambassadeur remarquait en 1958, à propos de l'application des peines : « Il ressort que les condamnations à mort prononcées n'ont pas été mises à exécution. Quant aux condamnés à des peines de travaux forcés et de prison, il n'a pas été possible à cette ambassade de savoir de manière précise s'ils ont fait l'objet de mesures de libération ou de remise de peine¹²⁸. » Si l'on peut interpréter la clémence comme le résultat d'une pression de l'opinion publique marocaine, il est aussi possible que ces procès aient constitué une des parties du « jeu d'échecs¹²⁹ » qui se joue alors entre la monarchie marocaine et l'Istiqlal.

Les émeutes de Meknès du 23 octobre 1956 relèvent de plusieurs histoires : de la décolonisation, du nationalisme, des foules urbaines et de leurs mobilisations, des émeutes et du maintien de l'ordre, des massacres et de leur instrumentalisation, ou encore des relations franco-marocaines. Ces « événements » n'ont eu qu'un écho limité au temps de l'expédition de Suez et de l'insurrection de Budapest. Ils ont été effacés, chassés par d'autres. Cette disparition est toutefois curieuse. Épisode violent de décolonisation, probablement plus organisé dans les campagnes environnantes qu'en ville, l'émeute remettait en cause la suprématie locale de la communauté française de Meknès. Ceux qui y donnaient le ton (agriculteurs, industriels, commerçants, professions libérales) avaient voulu incarner une forme de modernité et une société coloniale séparée du reste de la population s'était créée. Cette société coloniale, récente, n'avait en fait guère de racines et n'était peut être pas si sûre de sa légitimité pourtant hautement proclamée. S'il était possible au Maroc et en France de comprendre la charge affective et la dimension insurrectionnelle d'un règlement de comptes à retardement avec le Protectorat, il n'y a pas eu de véritable tentative d'explication de la genèse de l'émeute et de la signification de ces « événements » et de leur violence. S'ils disparurent très vite de l'horizon, sauf sans doute sur place et dans la mémoire de ceux qui les avaient vécus, c'est qu'ils n'étaient pas alors assez « exemplaires », dans le sens où il était difficile de les intégrer dans un contexte idéologique porteur à l'automne 1956. Les émeutes n'ont pas constitué le symbole de la fin du Maroc colonial. À ce titre, et malgré des similitudes, la dispersion des habitants retournés en France après octobre 1956 ne peut se comparer avec le retour des Français d'Algérie en 1962. Car le Maroc de 1956, précisément, n'est pas l'Algérie¹³⁰ et les histoires des deux pays sont très différentes. Le respect de la République pour l'État chérifien, certes plus ou moins marqué selon les périodes, une indépendance négociée et la gestion pragmatique

128. Tableau des condamnations et commentaires dans : Archives Diplomatiques, Paris, Inventaire provisoire Maroc, n° 154 bis, lettre du 8 janvier 1958.

129. VERMEREN, Pierre, *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*, op. cit., p. 19.

130. Aujourd'hui, à la suite d'une initiative privée, une plaque en hommage aux victimes de Meknès se trouve à Nîmes, au sanctuaire de Santa Cruz. Sur le pèlerinage de Notre-Dame de Santa Cruz, lié à la mémoire oranaise et passablement militant pour la cause « pied-noir », voir BEAUSSANT, Michèle, *Pieds-Noirs : mémoires d'exil*, Paris, Stock, 2002.

des conséquences des émeutes, malgré les désaccords, ont sans doute permis de reléguer au second plan, voire d'oublier très vite, les événements violents qui pouvaient remettre en question une vision irénique du passage du Maroc à l'indépendance. Au delà du constat, on peut aussi aujourd'hui se demander si le tragique est toujours constitutif du mémorable.

RÉSUMÉ

Cet article entend revenir sur un événement oublié appartenant à plusieurs histoires, celle des émeutes populaires, celle de la décolonisation du Maroc, celle de l'histoire de la guerre d'Algérie. En octobre 1956, une émeute populaire d'une très grande violence touche la ville de Meknès à la suite de l'arraisonnement de l'avion qui transportait les chefs du FLN. L'étude se propose de montrer l'importance locale de l'événement qui révèle les tensions sociales et politiques dans la ville à la fin du Protectorat. Il s'agit de réévaluer les faits : une émeute de civils qui s'est transformée en massacre en un temps très court. Il faut montrer les causes et les explications possibles de la violence à partir de l'attitude des émeutiers, des autorités locales et de celle de l'armée française. L'analyse des faits et de leurs conséquences doit tenir compte des difficultés de la transition politique après l'indépendance du Maroc de mars 1956. Malgré les analyses de l'époque considérant l'événement comme exceptionnel, la mémoire s'en est perdue. La manière dont les autorités marocaines et françaises ont maîtrisé les conséquences est peut-être une explication de l'oubli d'un fait tragique.

ABSTRACT

This article intends to revisit a forgotten event which is part of three histories – those of popular riots, of the decolonisation of Morocco, and of the Algerian war. In October 1956, an extremely violent popular riot hit Meknès, a city in Morocco, in the wake of the hijacking of a plane carrying the leaders of the FLN. This study seeks to show the local importance of the event, which emphasized social and political tensions in the city at the end of the French Protectorate.

The facts must be reassessed: it was a civilian riot which turned into a massacre in a very short lapse of time. This study looks into the possible causes and explanations of violence based on the behaviours of rioters, local authorities and of the French army. The analysis of the facts and of the consequences takes into account the difficulties of Morocco's political transition after it gained its independence in March 1956. Although analyses at the time considered the event to be remarkable, its memory has faded with time. The way French and Moroccan authorities controlled the consequences might explain why this tragic event was forgotten.